

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

HENRI BUNLE

## **Le nouveau service national des statistiques en France**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 83 (1942), p. 77-78

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1942\\_\\_83\\_\\_77\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1942__83__77_0)

© Société de statistique de Paris, 1942, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

## IV

### VARIÉTÉ

---

#### **Le nouveau Service national des Statistiques en France**

La loi du 11 octobre 1941, parue au *Journal officiel* du 20 décembre, crée le Service national des Statistiques en France. Le nouveau Service résulte de la fusion des deux services qui existaient au secrétariat général pour les Affaires économiques du ministère des Finances : le Service de la Démographie et la Direction de la Statistique générale de la France.

Le Service de la Démographie, créé par la loi du 14 novembre 1940 (*J. O.* 29 nov.) avait été chargé des opérations statistiques de toute nature intéressant la population de la France et de la création d'un registre national de la population tenu régulièrement à jour grâce à l'emploi de puissants moyens mécanographiques.

Il se trouvait avoir ainsi des attributions, sinon communes, tout au moins très voisines, d'une partie de celles qui, depuis de longues années, appartenaient à la Direction de la Statistique générale de la France : recensement de la population et établissement des statistiques de l'état civil.

On rappellera simplement que la création de la Statistique générale de la France remonte vraisemblablement à François de Neufchâteau en 1796. Deux fois réorganisée : d'abord en 1833 sous le ministère Thiers, ensuite, par le décret du 14 août 1907, grâce à l'action de nos anciens présidents, L. March et A. Fontaine, elle avait été très faiblement développée dans les trente cinq dernières années : en 1914, par la création du Service d'observation des prix; le 1<sup>er</sup> septembre 1941, par l'adjonction de l'Institut de conjoncture. Malgré l'activité et la compétence de ses fonctionnaires, elle ne disposait que de moyens beaucoup trop réduits, tant en personnel qu'en matériel, pour remplir effectivement le rôle qui aurait dû être le sien : coordination et centralisation des statistiques en France. Rôle qui devenait de plus en plus une nécessité avec les circonstances, les tendances nouvelles de l'économie, les besoins d'information du Gouvernement et des administrations.

Ces deux faits : attributions en parties communes de deux directions d'un même ministère; nécessité absolue du développement de l'information scientifique sous sa forme statistique, ont évidemment amené le Gouvernement, non seulement à regrouper en un organisme unique les deux Directions de la Statistique générale et de la Démographie, mais à créer un Service national des Statistiques, puissamment outillé en personnel et en matériel avec des attributions très étendues.

Ces dernières sont définies par les articles 1 et 2 de la loi du 11 octobre 1941. Essentiellement, le nouveau service : 1<sup>o</sup> établit, rassemble, met à jour les statistiques relatives aux personnes et aux biens de la Métropole et de l'Empire, en présente les résultats au Gouvernement, met à la disposition des organismes professionnels et du public les informations qu'il a recueillies; 2<sup>o</sup> rassemble et étudie les statistiques étrangères et assure la liaison avec les services de statistique et de conjoncture à l'étranger; 3<sup>o</sup> coordonne l'action statistique des administrations publiques et des organismes privés d'intérêt général; en centralise la documentation; 4<sup>o</sup> assure la formation d'un personnel scientifique et technique; et, de façon générale, traite toute question d'ordre statistique.

Comment le nouveau service remplira-t-il le rôle multiple qui lui est ainsi fixé? Les attributions comprises sous les paragraphes 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup> ci dessus sont dévolues à la Direction générale d'une part et aux directions régionales placées aux chefs lieux des régions économiques d'autre part. Ce sont les directions régionales qui assurent la tenue des registres relatifs à la population et aux biens ainsi que la plupart des dépouillements nécessités par les enquêtes statistiques de toutes natures, confor-

mément aux directives qui leur sont données par deux des trois services de la Direction centrale : Service des Enquêtes démographiques et Service des Enquêtes économiques.

Le troisième Service de la Direction centrale n'est autre que l'ancienne Direction de la Statistique générale de la France mieux outillée et renforcée en personnel. C'est l'« organe d'études et de recherches scientifiques, chargé de préparer les plans des travaux, enquêtes et dénombrements, de suivre leur exécution, d'en analyser les résultats, d'en assurer la publication ». Il comprend, avec la Bibliothèque, trois divisions : a) Statistique générale, chargée de la coordination des statistiques françaises et de l'étude des statistiques étrangères; b) Statistiques démographiques; c) Statistiques économiques et Institut de conjoncture (1).

La coordination et la centralisation statistiques sont assurées par le Service de Statistique générale en liaison avec les organes annexes rattachés à chacun des secrétariats d'État (art. 3 de la loi du 11 octobre 1941). Ces organes annexes ne seront pas uniformes. Leur composition variera suivant un système très souple; elle dépendra des secrétariats d'État ainsi que de la nature des statistiques établies.

Quant à la formation du personnel possédant les connaissances scientifiques et techniques nécessaires, elle sera faite par une école d'application qui, en liaison avec l'Institut de Statistique de l'Université de Paris, formera les administrateurs et les attachés du Service national des Statistiques (art. 5 du décret précité). Le personnel du Service national des Statistiques en fonctionnement normal comprendra 1 directeur général, 200 inspecteurs généraux et administrateurs, 300 attachés et 550 commis; mais, au début, les nominations ne porteront que sur 75 % des emplois d'administrateurs et d'attachés (art. 8 et 10 de la loi). Suivant leurs titres, les administrateurs seront pourvus de l'un des trois brevets de statisticien, médecin ou mécanographe et seront employés dans les fonctions qui correspondent à leur spécialité (art. 7 du décret du 24 octobre 1941).

Ces effectifs font ressortir l'importance considérable de la future école d'application, le rôle qu'elle doit jouer dans la formation des cadres. On sait que, malgré les efforts combinés de l'Institut de Statistique, des dirigeants de la Société de Statistique et de la Statistique générale de la France, la formation de statisticiens instruits et éprouvés a été malheureusement négligée en notre pays. De ce côté, presque tout reste à faire. Et le nouveau Service national se trouve en présence d'une difficulté sérieuse qui ne pourra être complètement surmontée qu'avec le temps, quels que soient desirs, volontés et moyens d'action mis en œuvre.

Administrateurs et attachés seront répartis entre la Direction centrale, les vingt Directions régionales et les organes annexes. En principe, une direction régionale de type normal comprendrait environ quatre administrateurs et dix attachés, ainsi qu'un atelier doté de machines à statistique à cartons perforés avec des commis et du personnel auxiliaire.

Grâce à ses effectifs et à son outillage, le Service national des Statistiques est donc à même de mener à bonne fin, dans un temps réduit, d'importantes enquêtes statistiques, quel que soit le champ à explorer. En particulier, le dépouillement des recensements et des mouvements de la population qui, jusqu'à présent, était réparti sur cinq années en raison du personnel d'effectif limité affecté à ce travail, pourra subir une importante accélération et les résultats en seront rapidement obtenus à l'avenir. Il est vraisemblable que l'outillage des directions régionales sera mis à profit par certains secrétariats d'État qui se déchargeront sur le Service national du soin d'établir leurs statistiques, conformément à un plan et une méthode arrêtés en commun.

La nouvelle organisation réalise donc un progrès certain. Celui-ci, toutefois, ne sera réalisé au maximum que par une entente harmonieuse entre le Service national des Statistiques et les services intéressés des différents secrétariats d'État.

Henri BUNLE.

---

(1) Décret du 24 octobre 1941 (J. O. 20 déc. 1941).